

Les difficultés économiques que connaît actuellement la région ont mis au jour des lacunes structurelles qui ouvriront la voie à des changements en profondeur. Parmi ces nouvelles mesures, signalons l'accélération de la privatisation, la mise en oeuvre d'une réforme financière axée sur la transparence, une restructuration industrielle nécessaire et un recentrage des priorités sur les facteurs clés de la compétitivité, notamment l'éducation et les dépenses d'infrastructure. Une fois ces changements apportés, les économies de l'Asie du Sud-Est seront plus solides et leur développement rapide se poursuivra.

Le principal moyen d'établir des relations d'affaires à long terme avec eux, et resserrer ainsi les liens commerciaux qui nous y unissent déjà, sera de promouvoir l'investissement direct canadien à l'étranger (IDCE) sous forme de partenariats pour la réalisation de projets d'infrastructure, la mise en valeur des ressources naturelles, la fabrication (dans les secteurs de haute technologie où le Canada excelle) et les services. Il convient de mentionner que, des 170,8 milliards de dollars que le Canada a directement investis à l'étranger en 1996, 70 % l'ont été dans les services (finances, assurances, commerce de détail, services aux entreprises et à l'administration publique et tourisme d'accueil); l'autre grand secteur dans lequel le Canada a investi était celui du pétrole et du gaz, représentant 23 % de l'IDCE.

Le Groupe IV se compose uniquement de la Chine. Celle-ci présente des possibilités d'investissement à l'étranger à long terme surtout. Le PIB par habitant exprimé en équivalent parité du pouvoir d'achat y est environ quatre fois supérieur au PIB par habitant, ce qui signifie qu'il y a peu d'incitation financière à investir à l'extérieur du pays. L'établissement de liens d'affaires de longue durée reposera donc davantage sur l'IDCE. Néanmoins, des entreprises privées et quelques entreprises d'État accumulent des capitaux et elles commencent à investir à l'étranger pour des raisons stratégiques.

Des stratégies détaillées ont été élaborées pour les sept économies des Groupes I et II et pour la Malaisie. Ces stratégies sont décrites dans ce document après le résumé général de la stratégie envisagée pour l'ensemble de la région. Il est, en outre, proposé de surveiller de près les trois autres économies membres de l'ANASE classées dans le Groupe III et dont un court profil est également donné.

Bien qu'il soit recommandé de mettre sur pied dans les missions commerciales canadiennes en Chine continentale un programme de liaison avec les entreprises axé sur l'investissement, il faudrait continuer de centrer les efforts sur Hong Kong, puisque la Chine s'en servira de plus en plus comme un pont entre elle et le reste du monde.

Tableau 1

	PIB (M ^d \$ US) (est., 1996)	Population (en millions) (est., 1996)	PIB par hab. (\$ US) (est., 1996)	PIB par hab. (équiv. PPA) (\$ US)	Stock d'IED au Canada (M \$ CAN) (1995)	Stock d'IDCE dans l'économie (M \$ CAN) 1995	Valeur des exp. can. vers l'économie (M \$ CAN) 1995	Valeur des imp. can. en prov. du pays (M \$ CAN) 1995
GROUPE I								
Japon	4 495	125,7	35 800	22 000	6 702	3 219	12 010	12 103
Hong Kong	163	6,0	27,200	23 892	2 705 (1994)	1 827 (1994)	1 377	1 305
Singapour	95	3,05	31 100	23 565	244	2 011	481	1 299
GROUPE II								
Taiwan	289	21,4	13 500PNB	14 295	91	177	1 718,5	2 791,6
Corée	504	45,3	11 100	11 750	188	254	2 728	3 204
Australie	389	18,26	21 300	19 960	734	3 042	1 152	1 282,9
Nouvelle-Zélande	64	3,6	17 800	18 205	n.d.	n.d.	186	298
GROUPE III								
Thaïlande	190	61,2	3 100	7 535		359	574	1 014
Malaisie	93	20,6	4 500	9 470	144	137	571,2	1 549,0
Indonésie	227	199,6	1 100	3 705	n.d.	1 177	647,7	597,1
Philippines	82	68,9	1 200	2 395	n.d.	70	320,5	497,4
GROUPE IV								
Chine	849	1 238	690	2 935	133	338	3 383	4,638
À titre de comparaison								
Canada	570	30	18 900	22 220				
États-Unis	7 250	266,3	26 620	26 825				
*Brunéi	7,07	0,29	23 600	18 900			10	0,5

* Brunéi - petit pays unique, riche en pétrole, se classe difficilement avec les autres.